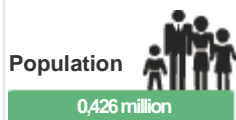


Malte



Evaluation @rating pays



Evaluation environnement des affaires



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2010	2011	2012(e)	2013(p)
Croissance PIB (%)	3,2	2,1	1,2	2,0
Inflation (moyenne annuelle)	2,0	2,5	3,5	2,2
Solde budgétaire / PIB (%)	-3,7	-2,7	-2,5	-2,2
Solde courant / PIB (%)	-5,8	-1,3	-0,8	-0,9
Dettes publiques / PIB (%)	69,1	72,0	77,1	75,1

(e) Estimations (p) Prévisions

POINTS FORTS

- ▲ Résilience du secteur financier
- ▲ Dette publique détenue majoritairement par des investisseurs résidents
- ▲ Potentiel touristique
- ▲ Secteur manufacturier à haute valeur ajoutée (électronique et pharmacie)

POINTS FAIBLES

- ▼ Absence de ressources naturelles
- ▼ Faible diversification des partenaires commerciaux
- ▼ Faible taux d'activité des femmes
- ▼ Poids du secteur financier

APPRECIATION DU RISQUE

Une croissance lestée par un marché européen atone

Le rythme de croissance demeurera conditionné par la conjoncture dans le reste de la zone euro. En raison du fort degré d'ouverture de son économie, Malte reste vulnérable à la demande de ses partenaires commerciaux, principalement européens. La production de composants électroniques est principalement assurée par la société franco-italienne StMicroelectronics. Elle concentre la moitié des exportations et devrait rester atone en 2013 en ligne avec une demande européenne modérée. Fortement affectées depuis le début de la crise, les exportations de produits pharmaceutiques se sont redressées en 2012 et devraient rester bien orientées. Les réexportations de produits pétroliers continueront leur progression, reflétant le dynamisme des activités de transbordement. Avec un taux de chômage de 6,3% à fin octobre 2012, bien inférieur à la moyenne de la zone euro, la consommation des ménages devrait progresser en 2013 soutenue par l'emploi des femmes. En effet, le taux d'activité des femmes maltaises est le plus faible de la zone euro à 47% mais a progressé de 5 points en raison d'incitations fiscales mises en place depuis

2011. L'investissement public sera contraint par les efforts budgétaires requis pour le respect des critères de Maastricht. Dans ce contexte, la capacité d'absorption des fonds structurels européens, nécessitant un cofinancement national, ne devrait pas progresser (depuis 2007, seuls 40% des fonds alloués ont été utilisés). La robustesse du secteur bancaire, éprouvée pendant la crise, permettra de préserver l'offre de crédit et ainsi assurer le financement du secteur privé. Par ailleurs, les activités touristiques continueront de tirer la croissance maltaise même si l'origine géographique des estivants, européens à plus de 85%, fait peser un risque en cas de nouvelle dégradation marquée de l'activité européenne.

Des finances publiques saines mais sous contrainte

L'assainissement des finances publiques, amorcé depuis 2010, résulte majoritairement d'une hausse des recettes fiscales. A l'inverse, les dépenses rapportées au PIB n'ont pas diminué. Néanmoins, l'amélioration du solde budgétaire a permis à la plus petite économie de la zone euro de voir sa procédure de déficit excessif, imposée depuis juillet 2009, suspendue par la commission européenne en janvier 2012. Par ailleurs, l'endettement public a continué de progresser en raison de la contribution de l'Etat au plan de sauvetage de la Grèce et au soutien financier accordé à la compagnie nationale Air Malta. De plus, pour assurer le financement d'entreprises publiques, l'Etat accorde des garanties. Ces passifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans la dette publique et s'élèvent à 17% du PIB à fin 2012. Toutefois, la dette publique est détenue à hauteur de 97% par des résidents. Alors que le système bancaire maltais pèse huit fois le PIB, soit un ratio supérieur à celui de Chypre mais inférieur à celui de l'Irlande, il est le moins exposé à la crise grecque de la zone euro. Les banques opèrent selon un modèle traditionnel de gestion prudente ce qui explique la résilience du secteur face à la crise financière. L'activité de crédit reste principalement tournée vers le financement des logements ce qui constitue un risque majeur en cas de baisse des prix de l'immobilier. Ces derniers n'ont pas connu une baisse des prix suite à la crise de 2008 et ont même repris leur progression depuis fin 2011. En cas d'un retournement des prix de l'immobilier, le secteur bancaire pourrait ainsi être durablement affecté d'autant plus que le niveau de provisions sur créances douteuses est l'un des plus faibles d'Europe. Enfin, en raison du caractère insulaire de l'économie, la balance des biens restera déficitaire. Cependant, le dynamisme des activités de services, principalement le tourisme et la finance, devrait permettre d'améliorer le solde de la balance courante en 2013.

Un calendrier des réformes affecté par l'instabilité politique

En décembre 2012, le gouvernement du premier ministre de centre-gauche Gonzi a été mis en minorité sur le vote du budget 2013 suite à la défection d'un seul parlementaire. Ce vote de confiance entraîne la dissolution du parlement, effective en janvier 2013, tandis que de nouvelles élections législatives se tiendront en mars 2013. L'augmentation des prélèvements a concentré le débat public menant à l'impopularité du gouvernement de Gonzi. La victoire de l'opposition, le parti travailliste, pourrait retarder la mise en œuvre des réformes des systèmes de santé et de retraites, initialement prévues pour 2013, soutenues par l'UE dans le cadre du processus de consolidation des finances publiques.

